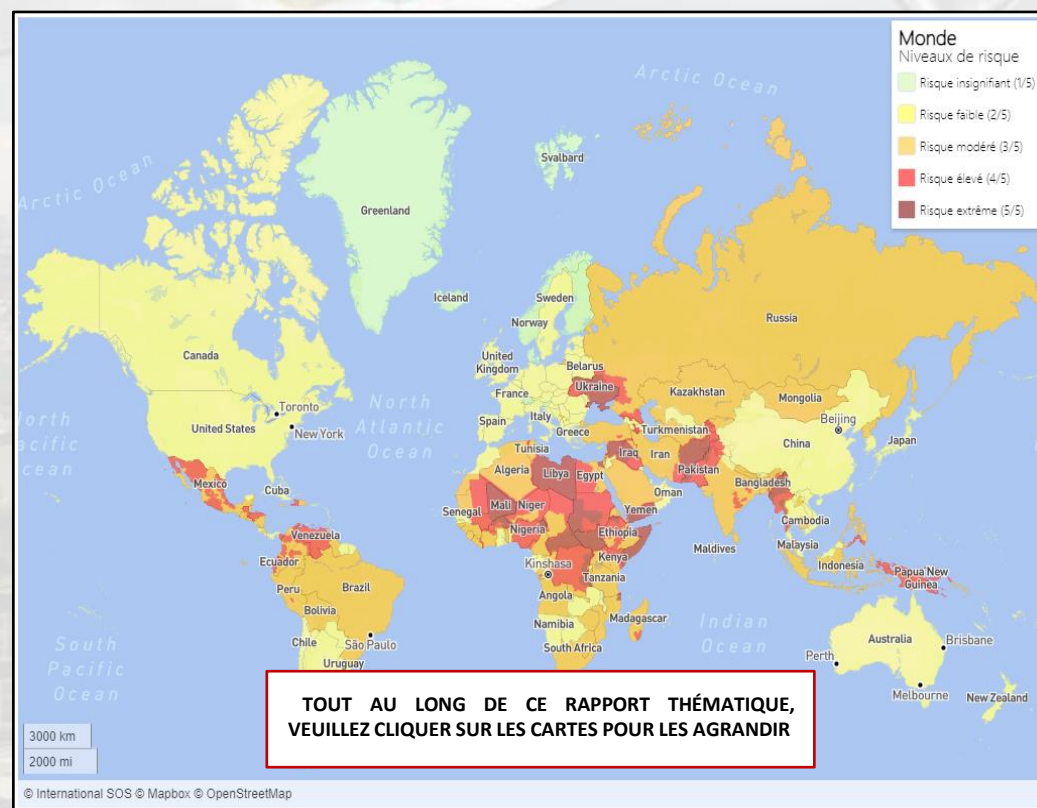


## 2024 : ENJEUX ET DEFIS SÉCURITAIRES

Reprise pour le moins brutale du conflit israélo-palestinien par l'attaque du Hamas contre Israël, troubles sociaux meurtriers et inédits au Sénégal, coups d'Etat au Niger et au Gabon, rébellion du groupe Wagner en Russie, émeutes en France, enlèvement du conflit en Ukraine, séismes destructeurs en Turquie, en Syrie, au Maroc, en Afghanistan ou encore au Népal... L'année 2023 s'est distinguée par l'émergence d'une ère de permacrise, c'est-à-dire d'un état de crise s'installant dans la durée et semblant échapper à toute résolution complète, créant ainsi un enchaînement ininterrompu de crises qui se succèdent quasi-invariablement. Si un grand nombre d'événements sécuritaires échappent à toute tentative de prédiction (séismes, etc.), les échéances déjà connues promettent d'ores et déjà de considérer 2024 comme **une année particulièrement riche en défis**.

Il convient de rappeler en préambule de ce rapport thématique que ce dernier entend synthétiquement dégager les enjeux sécuritaires à venir. Ainsi, en complément des **productions que nous ne manquerons pas de vous faire parvenir tout au long de l'année** (*Horizon Sécurité, Zoom...*) en amont de tout événement ou enjeu sécuritaire notable, **n'hésitez pas à nous contacter directement afin que nous vous fournissions une analyse sur mesure, à jour et accompagnée de nos recommandations personnalisées.**



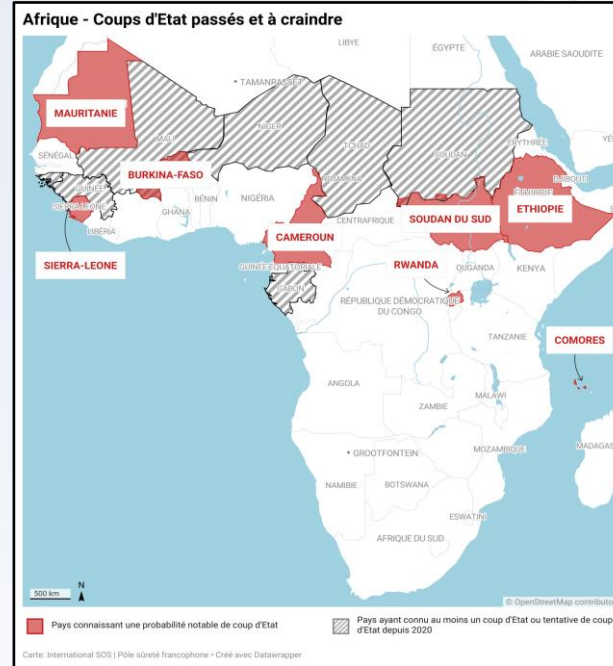
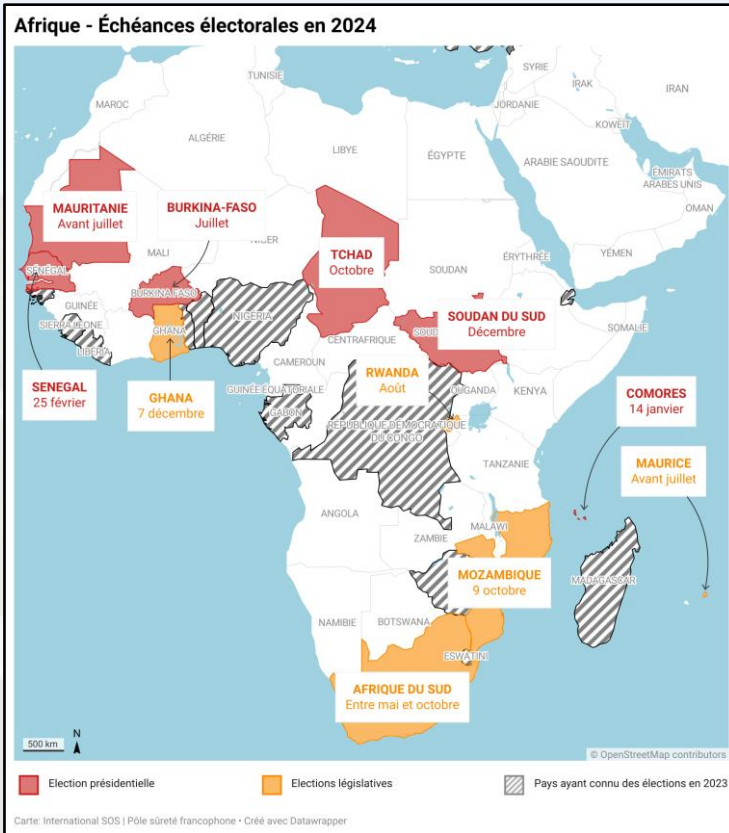
2024 devrait être l'année la plus chargée en élections de l'histoire de l'humanité : plus de soixante pays, comptant plus de la moitié de la population mondiale, - un peu plus de quatre milliards de personnes - enverront leurs citoyens aux urnes et risqueront de connaître des épisodes de **troubles sociaux**, de **tensions politiques** et de **terrorisme** sensiblement accrus.

En matière de **risques naturels**, la communauté scientifique se montre catégorique : 2024 devrait voir se poursuivre, sinon s'intensifier, la **croissance du nombre et de l'ampleur des catastrophes naturelles** ; de fait, pour la première fois sur une base annuelle, les températures moyennes de la planète devraient dépasser de plus de 1,5°C les niveaux de l'ère préindustrielle.

Les **conditions de vie socio-économiques dégradées** d'une partie de la population mondiale, couplées à des **tensions politico-religieuses** toujours plus fortes, devraient par ailleurs accroître le risque de **violences de toutes natures**, qu'il s'agisse de **criminalité organisée** ou non, d'actes isolés ou d'exactions motivées politiquement, religieusement ou présidées par une simple volonté de **prédation économique**.

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

L'Afrique sera parcourue de nombreuses échéances électorales cette année. Les élections présidentielle au [Sénégal](#) et législatives en [Afrique du Sud](#), en particulier, attirent l'attention : le principal opposant sénégalais s'est en effet trouvé au cœur de plusieurs affaires judiciaires ayant provoqué des émeutes meurtrières dans les grands centres urbains ; la population sud-africaine, quant à elle, sera amenée à voter dans le contexte de conditions de vie ne cessant de se détériorer, d'infrastructures vieillissantes et d'une insécurité croissante. Le risque de troubles durant ces élections apparait particulièrement fort à travers l'intégralité du continent.

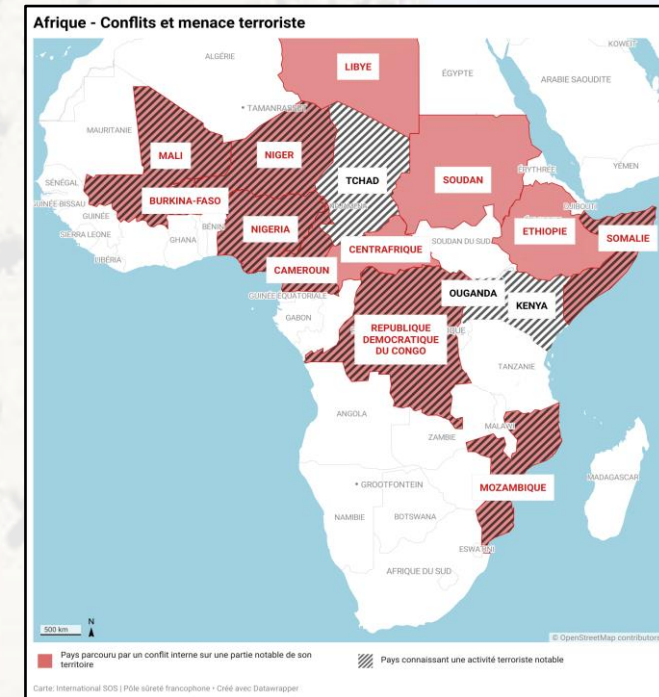


COUPS D'ÉTAT

En [Afrique de l'Ouest](#) et en [Afrique centrale](#), l'instabilité politique sera prédominante dans les pays connaissant une transition politique. Le risque de nouveaux coups d'État apparaît ainsi réel, en particulier dans les pays en ayant connu récemment – à l'instar du [Burkina Faso](#) – ou dans ceux se trouvant confrontés à une contestation de plus en plus forte de l'exécutif, tant de la part de la population que des hautes sphères politiques elles-mêmes, tels le [Cameroun](#) où le président Biya a récemment redistribué les postes au sein des hauts-gradés de l'armée, quelques jours après que la garde présidentielle au [Gabon](#) a pris le pouvoir. L'imprévisibilité de ces putschs rappelle la nécessité de disposer de plans de contingence fiables et à jour.

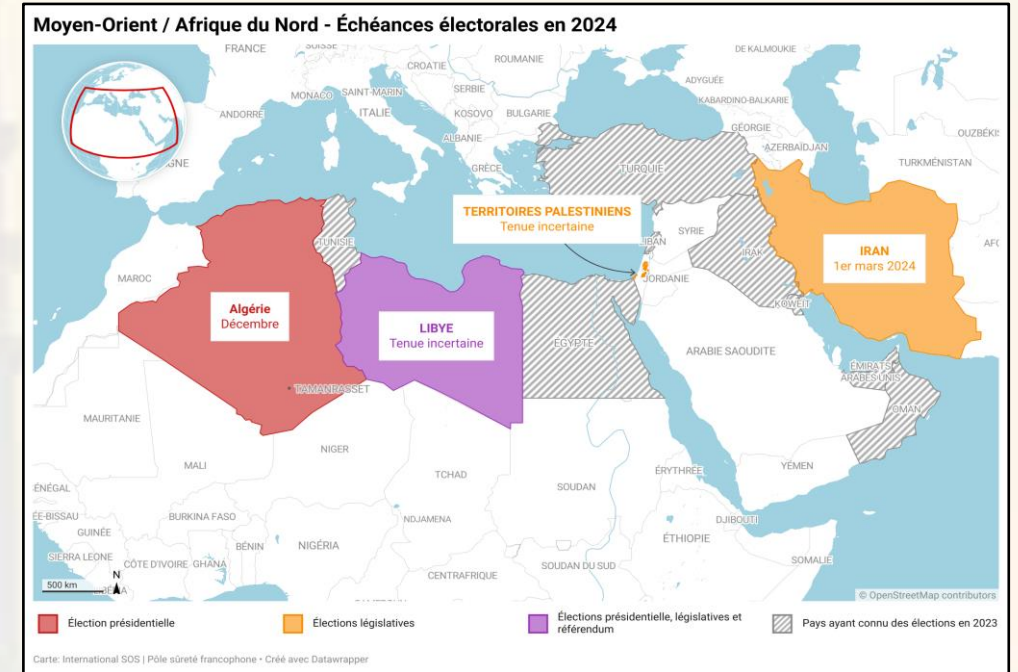
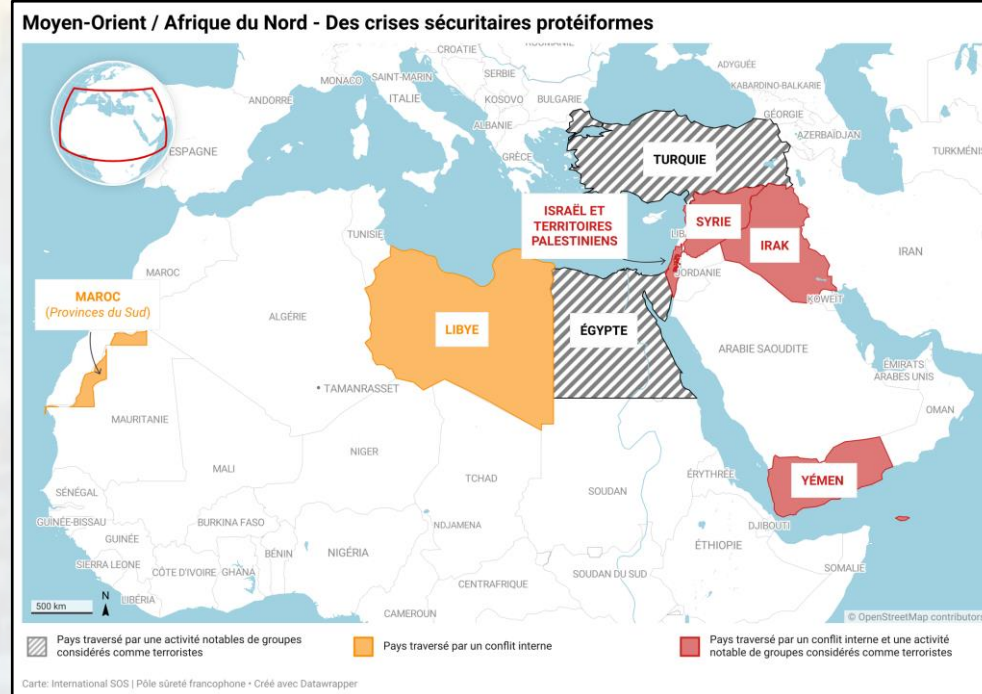
CONFLITS ET TENSIONS RÉGIONALES

- Les principaux points d'attention en la matière seront :
- La rivalité [érythréo-éthiopienne](#) : les tensions montent entre les deux adversaires historiques de la [Corne de l'Afrique](#), avec comme principale pierre d'achoppement la question d'un accès de [l'Éthiopie](#) à la [mer Rouge](#) ;
  - L'expansion des groupes djihadistes armés au [Mali](#), au [Burkina-Faso](#) et, de façon croissante, au [Niger](#). De potentielles incursions dans les pays limitrophes d'[Afrique de l'Ouest](#) ne seront pas à exclure ;
  - L'intensification des insurrections en [République démocratique du Congo](#) (M23, *Forces démocratiques alliées* [ADF]...) et leur propagation à l'[Ouganda](#) voisin ;
  - La multiplication des rébellions en [Éthiopie](#), en particulier en [Amhara](#), dans l'[Oromo](#) et dans le [Tigré](#).



## CONFLITS ET TENSIONS RÉGIONALES

La région de l'[Afrique et du Nord](#) et du [Moyen-Orient](#) restera caractérisée par une très forte instabilité sécuritaire et des tensions régionales probablement croissantes. En effet, plusieurs pays resteront parcourus par un conflit interne, à l'instar de la [Libye](#) et du [Maroc](#) (dans ses [Provinces du Sud](#)) quand ils ne connaîtront pas, en complément, une menace terroriste latente, à l'instar de la [Syrie](#), de l'[Irak](#) ou du [Yémen](#). Le reste de la région devrait rester stable mais continuer à faire face aux activités de groupes considérés comme terroristes, qu'ils soient djihadistes ou non (à l'instar du *Parti des travailleurs du Kurdistan* [le PKK] et ses alliés en [Turquie](#), [Syrie](#) et [Irak](#)). L'influence des [États-Unis](#) dans la région devrait continuer à décroître en 2024, concomitamment à l'accroissement de l'inimitié à l'encontre de Washington et ses alliés, au premier rang desquels [Israël](#). Le conflit israélo-palestinien devrait, de fait, se poursuivre durant au moins plusieurs mois de l'année 2024 et continuer d'attiser les tensions en [mer Rouge](#), où les *Houthis* devraient continuer à poser une menace au trafic maritime, ainsi que dans le sud du [Liban](#) où les affrontements entre forces israéliennes et le *Hezbollah* resteront une menace permanente.



## ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

La région ne devrait connaître que quatre élections nationales directes au cours de l'année 2024, dont seules deux sont certaines : en [Algérie](#) –en décembre- et en [Iran](#) –en mars-. Les élections législatives prévues –et systématiquement reportées- depuis 2021 au sein des [Territoires palestiniens](#) seront très certainement reportées à nouveau au vu du conflit en cours ; quant à la [Libye](#), la tenue des élections présidentielle et législatives, doublées d'un référendum constitutionnel, s'avère le point d'orgue -et actuelle pierre d'achoppement- de la tentative de réconciliation nationale mise en œuvre par l'ONU dans le pays. Reportées depuis plusieurs années elles aussi, leur organisation serait le synonyme d'un véritable bond en avant dans la stabilisation du pays, mais ne serait pas exempte d'un risque fortement accru de violences et troubles sociaux. En [Algérie](#), le président sortant Abdelmadjid Tebboune semble préparer sa candidature pour un second mandat ; l'opposition tente de s'organiser mais s'avère grevée par une répression de plus en plus marquée ; dès lors, l'apparition d'un mouvement social citoyen similaire à celui du *Hirak* en 2019-2021 n'est pas à exclure, et comporterait un lot certain de troubles sociaux et de risque accru de violences de la part tant des manifestants que des forces de l'ordre.

## RETOUR DES CONFLITS ...

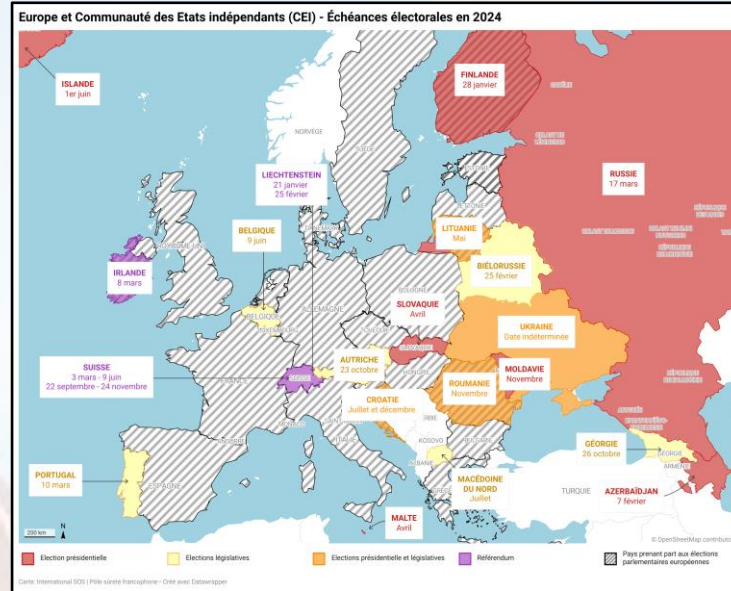
Les deux dernières années ont marqué un retour brutal des conflits sur le continent européen. Si certains points de tensions, tels que l'épineuse situation de la [Serbie](#) et du [Kosovo](#), seront probablement amenés à apporter leur lot de rebondissements en 2024, ceux-ci sont peu probables d'aboutir à un conflit ouvert à court terme au vu de leur configuration actuelle. En revanche, deux conflits bel et bien consommés sont amenés à perdurer.

En [Transcaucasie](#), la situation devrait demeurer volatile entre l'[Arménie](#) et l'[Azerbaïdjan](#), où des ruptures sporadiques du cessez-le-feu restent probables. La volonté azerbaïdjanaise de créer un corridor entre son territoire et l'enclave du [Nakitchévan](#) via la région arménienne du [Syunik](#) fait également peser un risque non-négligeable d'offensive, en dépit des probables sanctions internationales qui en découleraient.

Par ailleurs, c'est bien vers un conflit gelé que semble se profiler l'affrontement [russo-ukrainien](#). Alors que la Russie occupe approximativement 18% du territoire ukrainien, aucune avancée notable de la ligne de front n'est constatée et les deux belligérants semblent maintenir leur stratégie. Aussi, outre le front, il est probable que ce soit dans les urnes que se joue en réalité l'avenir de ce conflit.

## ... A L'AUBE DE NOMBREUSES ELECTIONS

En effet, si l'élection présidentielle russe ne laisse que peu de doutes quant à son issue, les élections européennes, communautaires comme nationales, joueront un rôle moteur – aux côtés de l'élection américaine – dans l'appareil d'aides apportées au voisin ukrainien. Par ailleurs, ces multiples scrutins se tiennent dans un contexte de fortes tensions sociales.



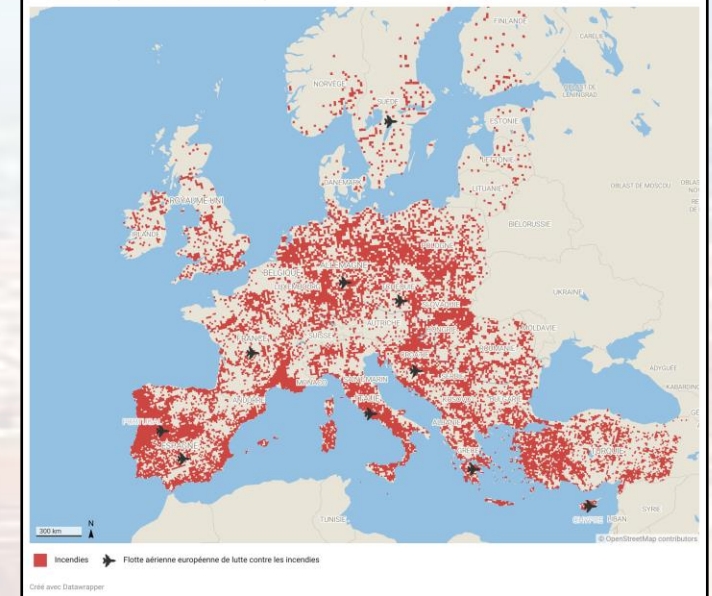
## UN FORT CLIMAT DE TENSIONS

Si les mouvements sociaux sont légion sur le continent européen, l'année 2024 s'inscrit dans un cadre de hautes tensions, caractérisées par l'émergence de mouvements transnationaux et fédérateurs : militantisme écologiste, essor de mouvements nationalistes ou encore répercussions du conflit israélo-palestinien. Ce dernier sujet, particulièrement clivant au sein des sociétés européennes, devrait continuer d'alimenter une mobilisation populaire dans les centres urbains, au sein desquels la présence de contre-manifestations risque d'aboutir à des heurts. Outre les individus, les bâtiments publics, représentations religieuses ou centres communautaires sont également susceptibles de faire l'objet d'actes malveillants. Plus que de simples dégradations, ces actes malveillants sont aussi susceptibles de s'illustrer par une augmentation des attaques terroristes. Si les capacités sécuritaires des différents États permet de considérablement abaisser la menace de lourdes attaques coordonnées, le risque d'actions perpétrées par des loups solitaires reste crédible, à l'instar des incidents récemment relevés en [France](#) et en [Belgique](#).

## DES DEFIS NATURELS

L'année 2024 s'annonce également emprunte de défis naturels, comme en témoignent les récentes inondations dans le nord de la [France](#). Si ce risque s'avère prégnant dans de nombreux pays sur le continent, la saison estivale s'annonce pour sa part particulièrement préoccupante. A l'instar des derniers étés, d'importantes vagues de chaleur et de feux de forêts associés devraient de nouveau constituer un enjeu sécuritaire majeur pour de nombreux pays, notamment en [Europe du Sud](#), en première ligne desquels l'[Espagne](#), le [Portugal](#), l'[Italie](#) ou encore la [Grèce](#).

Carte des risques incendies en Europe



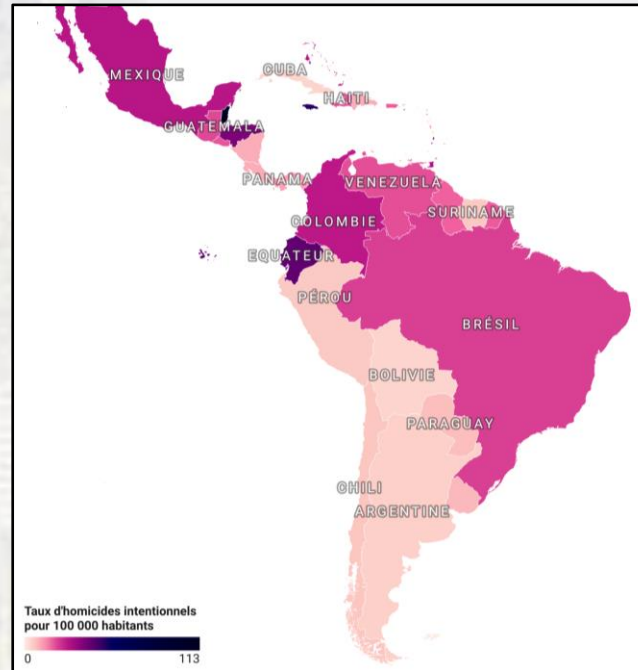
## ON WATCH : LES JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ 2024

En 2024 se tiendront à [Paris](#) les Jeux Olympiques d'été, les premiers d'une telle ampleur depuis la pandémie de COVID-19. Cet événement hors-normes impliquera de multiples risques auxquels devront faire face les organisations participantes : criminalité, mouvements sociaux ou encore risque terroriste.

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Certaines élections se montreront plus chargées en enjeux sécuritaires et politiques que d'autres :

- [États-Unis](#) : la course à la magistrature suprême se montre particulièrement tendue, tant en raison de la contestation croissante dont Joe Biden fait l'objet dans son propre camp que du retour en force de Donald Trump, dont les partisans avaient estimé en 2020 que sa réélection leur avait été « volée » ;
- [Venezuela](#) : l'élection s'inscrit dans le cadre d'accusations croissantes de manipulation électorale et de muselage de l'opposition, alors que les manifestations contre Nicolás Maduro provoquent plusieurs morts chaque année.



CRIMINALITÉ VIOLENTE

L'année 2024 semble se diriger vers un accroissement de la criminalité violente à travers la région, et plus particulièrement en [Colombie](#) et en [Equateur](#). Ces derniers ont vu une intensification des activités criminelles violentes en raison d'une dégradation des conditions de vie de la population et d'une expansion de groupes criminels et/ou armés (tels les FARC et l'ELN en Colombie). Ce risque de criminalité accrue concerne essentiellement les régions colombiennes d'[Arauca](#), [Cauca](#), [Choco](#) et [Nariño](#), et équatoriennes de [El Oro](#), [Esmeraldas](#), [Guayas](#), [Los Rios](#), [Manabi](#), [Santa Elena](#) et [Santo Domingo de los Tsachilas](#). La réussite, ou non, du gouvernement colombien à pérenniser les cessez-le-feu signés en 2023 et, pour les autorités équatoriennes, à mener à bout leur réforme du système carcéral, se montrera déterminant.

RISQUES NATURELS

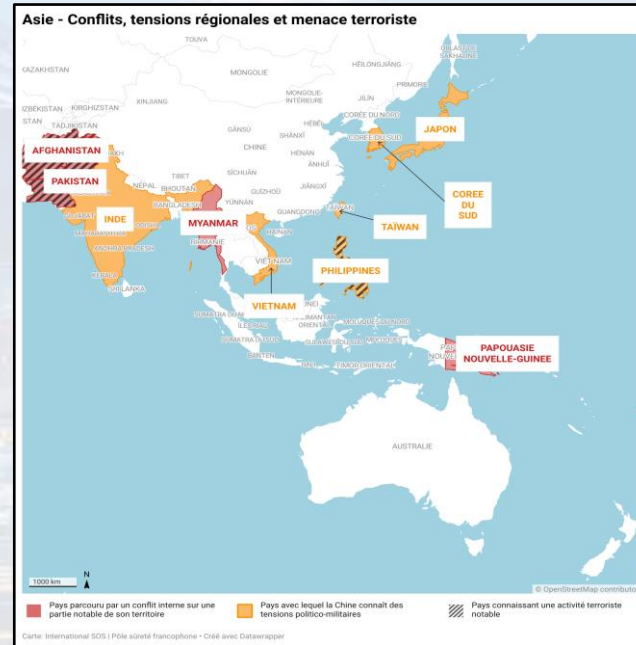
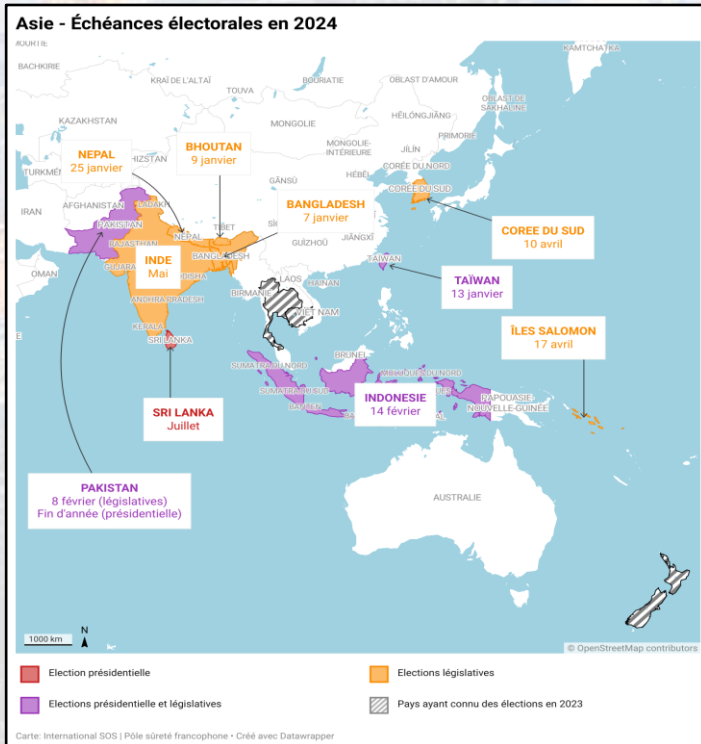
Le phénomène météorologique El Nino devrait persister jusqu'en 2024. Selon la *National Oceanic and Atmospheric Administration*, les chances qu'un El Nino modéré à fort se développe sont de l'ordre de 84%. Une telle intensité est susceptible d'entraîner des incidents climatiques anormaux et l'intensification des conditions météorologiques dans la région. L'un des principaux effets d'El Niño est l'augmentation des précipitations, qui devrait se produire au début ou au milieu de l'année 2024, ainsi que le risque accru de sécheresses, qui tendent historiquement à accroître les tensions socio-économiques et, partant, le risque de troubles sociaux et logistiques.



## ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

La région ne connaîtra que peu d'élections mais plusieurs d'entre elles revêtiront un fort intérêt sécuritaire, au-delà des traditionnels risques associés aux périodes électorales :

- **Pakistan** : l'homme politique le plus populaire du pays et ancien Premier ministre, Imran Khan, voit ses chances de concourir s'amenuiser à mesure que les autorités multiplient les procédures judiciaires à son encontre ; les rassemblements de soutien en sa faveur se sont déjà montrés meurtrières à plusieurs reprises par le passé ;
- **Taiwan** : les élections, et la probable victoire du candidat pro-**Etats-Unis**, devraient attiser la colère de la **Chine** et pousser cette dernière à intensifier son narratif belliqueux et les actions d'intimidations militaires contre **Taipei**.



## CONFLITS, TENSIONS RÉGIONALES ET MENACES TERRORISTE

Les principaux points d'attention en la matière seront :

- Les menaces croissantes de la **Chine** à l'encontre de **Taiwan**, incarnées par la multiplication des manœuvres et l'audace de plus en plus poussée de ces dernières (pénétration de l'espace aérien taiwanais, etc.) ;
- La dégradation substantielle et croissante de la situation sécuritaire au **Pakistan** ;
- L'accroissement des tensions géopolitiques entre **Beijing** et ses voisins, en particulier en **Mer de Chine** ;
- La propagation de la rébellion au-delà des marches septentrionales du **Myanmar** et leur expansion en d'autres parties du pays, notamment au sein de centres urbains sécurisés pour le moment comme **Rangon** ;
- L'augmentation incontrôlée de la criminalité violente en **Papouasie Nouvelle-Guinée**, notamment dans la capitale **Port-Moresby**

## RISQUES NATURELS

En 2022, quatre des cinq pays ayant le plus grand nombre de déplacés internes dus à des catastrophes naturelles se trouvaient en Asie ; le **Pakistan** en compte le plus grand nombre (8,2 millions), suivi des **Philippines** (5,5 millions) et de la **Chine** (3,6 millions). En tout, 10 à 18% du PIB 2024 de l'Asie se trouverait compromis par les catastrophes naturelles : soumise à un risque élevé d'éruptions volcaniques et de séismes, de vents violents, d'inondations et de tsunamis, la région devrait continuer à faire face à un risque naturel d'autant plus accru par le dérèglement climatique. Certaines catastrophes, comme les séismes, continueront d'incarner une menace quasi-imprévisible et rampante à travers une large portion de la région, comme le séisme du 1<sup>er</sup> janvier en **mer du Japon** et ses centaines de répliques sont venus le rappeler.

